

## Écoutez les podcasts du Soir

Retrouvez le podcast quotidien du Soir pour s'informer, décrypter et s'inspirer.



« À propos », c'est l'information comme vous l'entendez, avec des sujets racontés et analysés par les journalistes de la rédaction pour mieux comprendre l'actualité.



Découvrez « À propos » et tous les podcasts sur : *Le Soir* (podcasts.lesoir.be ou via l'application), « Podcast Addict », « Apple Podcasts », « Google Podcasts », Spotify et Amazon Music.

SERBIE-KOSOVO

## Normalisation : pas de signature, mais des promesses verbales

Ce devait être le *deal* qui allait donner un coup de fouet à la procession d'Echternach de la Serbie et du Kosovo sur le chemin de l'adhésion à l'Union européenne. C'est (à moitié) raté. Au bout d'un marathon de 12 heures de tractations, samedi à Ohrid (Macédoine du Nord), avec le président serbe Vucic et le Premier ministre kosovar Kurti, le chef de la diplomatie de l'UE Borrell a dû se contenter d'un accord verbal des deux parties – le Serbe ironisant hier sur la « crampe » de la main droite qui l'aurait empêché de signer... Le semi-échec reste un demi-succès, puisque les parties – en choc frontal depuis que la province serbe albanophone du Kosovo a autoproclamé son indépendance de la Serbie en 2008 – se sont quand même « verbalement » engagées à mettre en œuvre une feuille de route. Celle-ci doit concrétiser la promesse d'un début de normalisation de leurs relations, formulée fin février sous la houlette de l'UE.



Le Premier ministre kosovar Albin Kurti. © AFP.

« On a un accord », s'est efforcé de dire Josep Borrell, après ces « négociations approfondies et difficiles ». Le haut représentant de l'UE n'a toutefois pas caché qu'il avait espéré un accord « plus ambitieux et plus détaillé », notamment sur le calendrier, pointant le « manque de flexibilité » côté kosovar et la « position de principe » (de ne rien signer) côté serbe. Les engagements seront désormais intégrés et exigés dans le cadre des négociations d'adhésion en cours avec Belgrade, de même que pour le Kosovo, dont la candidature (à négocier l'adhésion) déposée en décembre n'a pas encore été validée par les Vingt-Sept : cinq Etats membres de l'UE ne reconnaissent toujours pas l'indépendance de cet Etat. La normalisation juridique des relations bilatérales, à défaut d'une éventuelle reconnaissance en bonne et due forme de Pristina par Belgrade, est une condition *sine qua non* de leur entrée, un jour, dans l'UE. Mais la Serbie, soutenue en cela par le Kremlin, refuse de faire le deuil de son ex-province. PHILIPPE REGNIER

BUDGET

## Premier tour de chauffe au fédéral

Ce dimanche, les principaux ministres de la Vivaldi ont tenu une première réunion concernant l'ajustement du budget fédéral. Un premier tour de table où chacun a pu avancer ses demandes et revendications, après avoir pris connaissance des prévisions du Bureau du Plan et du Comité de monitoring. Ainsi, l'aile droite du gouvernement a plaidé pour la diminution du déficit et des dépenses publiques, le MR réclamant également une nouvelle réforme du marché du travail sous la forme d'un « Jobs Deal 2 ». « Chaque chômeur qui travaille, c'est des dépenses en moins pour la sécu et des recettes en plus pour le budget », a plaidé David Clarinval, vice-Premier ministre MR. « C'est en faisant cela que l'on évitera de prendre des mesures difficiles pour le budget. » A gauche, on refuse l'idée d'une cure d'austérité qui contraindrait la Belgique à toucher au social ou à renoncer à investir, notamment « dans la transition climatique », a pour sa part précisé Georges Gilkinet, vice-Premier Ecolo. Les sept partis ont mandaté des groupes de travail pour affiner une série de chiffres et devraient se revoir demain. PASCAL LORENT

AMÉRIQUE DU SUD

## Un séisme fait au moins 15 morts en Equateur et au Pérou

Au moins quinze personnes sont mortes et plusieurs ont été blessées samedi lors d'un tremblement de terre dans le sud de l'Equateur et au Pérou, qui a provoqué d'importants dégâts, selon un nouveau bilan officiel publié hier. Selon l'Institut sismologique américain USGS, la magnitude du séisme a atteint 6,8. Les autorités équatoriennes l'ont évaluée à 6,5 et celles du Pérou à 6,7. En Equateur, quatorze personnes ont été tuées dans les provinces d'El Oro et d'Azuay, dans le sud-ouest du pays, et plusieurs autres ont été blessées, a annoncé la présidence. Dans la ville péruvienne de Tumbes, à la frontière avec l'Equateur, une fillette de 4 ans a été tuée par une brique qui lui est tombée sur la tête, selon les autorités. Le séisme s'est produit à 12 h 12 (17 h 12 GMT), à une profondeur de 44 km, avec pour épicerie la ville de Balao, à environ 140 km au sud du grand port équatorien de Guayaquil. Il a semé la panique parmi les habitants qui sont sortis dans les rues. Des habitations se sont effondrées dans plusieurs villes, dont Cuenca, dans la province d'Azuay, l'une des plus touchées. AFP

POLITIQUE

# Quitter ou ne pas

A un an des élections, la plupart des ministres et présidents de parti présents sur le réseau social chinois ont décidé de continuer à l'utiliser malgré les risques sécuritaires. La tendance ? Avoir un smartphone uniquement dédié à TikTok.

MAXIME BIERMÉ

Passé un jour presque sans qu'une institution, un gouvernement ou un parlement européen ou belge n'annonce qu'il « interdit » TikTok. Chez nous, cette bronca contre le réseau social chinois utilisé par 4,2 millions de Belges fait suite à une décision du Conseil national de sécurité (CNS). Ministres, membres des cabinets et employés de la fonction publique ont reçu la consigne de supprimer l'application de leur téléphone professionnel dans toutes les assemblées.

Une petite révolution qui pourrait perturber les habitudes de la vingtaine de ministres et président(e)s de parti plus ou moins actifs sur l'appli adorée par les ados, mais pas que. Dans la pratique, chacun applique les consignes sécuritaires un peu comme il l'entend.

Un premier groupe se compose des « radicaux » qui ont décidé de prendre le CNS au mot et de désactiver leur compte, voire de quitter complètement la plateforme. C'est le cas de Pierre-Yves Jeholet (MR), d'Adrien Dolimont (MR), de Sven Gatz (Open VLD) à Bruxelles et de Valérie Glatigny (MR). La ministre de l'Enseignement supérieur en Fédération Wallonie-Bruxelles a fermé son compte la semaine dernière « à cause du contexte géopolitique » : « TikTok doit coopérer avec les services de renseignement chinois. Je ne suis pas convaincue par l'argument d'installer TikTok sur un autre téléphone, car cela permettra toujours de localiser mes dé-

placements, d'avoir accès à mon actualité. »

**TikTok, un mouchard ?**

Un second, voire un troisième téléphone vide de tout contenu et uniquement dédié à l'application TikTok, c'est pourtant l'argument avancé par plusieurs ministres pour justifier le maintien de leur présence sur le réseau social.

La ministre de la Défense, Ludvine Dedonder (PS), la vice-première Groen, Petra De Sutter ainsi qu'Elio Di Rupo (PS) et ses collègues wallonnes respectivement en charge de la Santé et du Tourisme, Christie Morreale (PS) et Valérie De Bue (MR), ont tous et toutes opté pour cette option. « Le risque dont il est question concerne l'installation de TikTok sur un téléphone professionnel », rappelle-t-on au cabinet du ministre-président wallon aux 157.000 abonnés. « Il n'est pas question d'arrêter d'utiliser l'application, si cela respecte des conditions de sécurité informatique adéquates. L'application TikTok n'est d'ailleurs pas installée sur le téléphone professionnel des ministres, mais sur un téléphone qui n'est utilisé qu'à cet effet, sans aucune connexion avec leur réseau professionnel. »



Le deuxième smartphone doit par définition être en contact à un moment avec la personnalité politique, ce qui est moyennement rassurant. On soupçonne TikTok d'être une sorte de mouchard qui pourrait récolter des informations. Aucune étude à ce jour ne le prouve, mais cette suspicion suffit à pousser à prendre toutes les mesures que l'on sait. Il y a un vrai manque de cohérence dans la communication. »

Xavier Degraux

Consultant en réseaux sociaux



**Impossible à bloquer**

La piste privilégiée par le parlement bruxellois, à savoir bloquer TikTok dans tout le bâtiment, semble plus intéressante en théorie pour l'expert. Mais cette option ne fonctionne que partiellement dans la pratique. Un greffier du parlement bruxellois confirme en effet au *Soir* que s'il n'est désormais plus possible de regarder ou de poster des vidéos via le wifi du parlement, personne ne

KROLL



## l'expert « TikTok est un champ de bataille »

ENTRETIEN

M. BMÉ

**Pourquoi TikTok est-il soudainement devenu dangereux aux yeux des politiques ?**

On peut parler d'un effet domino. Le fait que les institutions de l'Union européenne avancent sur la question, en plus de l'Inde, des Etats-Unis, du Canada ou encore du Danemark, a forcé le gouvernement belge à se rendre à l'évidence. A savoir prendre un principe de précaution face à l'outil de *soft-power* qu'est TikTok. Rappelons d'ailleurs que la Chine n'a pas hésité, depuis des années, à bloquer des dizaines d'applications occidentales, dont Twitter.

**Mais il n'y a pas eu de « gros scandale »...**

TikTok a toujours nié les allégations portées contre lui mais ne les a pas forcément réfutées. Par exemple, ils

disent ne pas avoir la capacité de localiser leurs utilisateurs, mais ces mêmes utilisateurs doivent consentir à donner leur localisation lorsqu'ils acceptent les conditions d'utilisation... Il y a trop de zones d'ombre. Le fait que les gouvernements emboîtent le pas à la décision européenne démontre le malaise croissant que suscite TikTok. Outre le contexte géopolitique, rappelons que l'on est à un an des élections européennes. On sait que la campagne va se dérouler en partie sur les réseaux, d'où une certaine peur institutionnelle face à d'éventuelles failles de sécurité. On ne peut pas se permettre de rentrer dans une telle campagne en investissant une plateforme qui n'est pas totalement maîtrisée et sécurisée.

**Le Premier ministre nous dit de nous méfier de TikTok, mais la ministre de la Défense l'utilise...**

Il semble en effet ne pas y avoir de volonté d'attaquer frontalement la plateforme et d'en faire un problème